

Rafael Correa

De la République
bananière à la
Non-République

Pourquoi la révolution citoyenne

Préface d'**Edgar Morin**

Traduit de l'espagnol par **Marion Barailles**

Les Éditions Utopia

Collection Amérique latine

Ouvrage original :
Ecuador: de Banana Republic a la No República.
Première édition: Debate, décembre 2009.

Les Éditions Utopia

30 rue Amelot 75011 PARIS
contact@editions-utopia.org
www.editions-utopia.org
www.mouvementutopia.org

Diffusion: CED
Distribution: Daudin

© Les Éditions Utopia, novembre 2013

Sommaire

Préface	9
Prologue à l'édition française	15
Introduction	19
MODERNISATION SANS DÉVELOPPEMENT	
1. Tentatives de modernisation	25
2. La crise de la dette et la décennie perdue	36
3. La longue et triste nuit néolibérale	45
LA REDDITION TOTALE DU PAYS	
4. La crise de 1999 et ses séquelles	63
5. Le suicide monétaire équatorien	80
6. La « politique » de la dette, ou la maximisation des bénéfices des créanciers	93
7. Le « Guttierrato » : de mal en pis	106
REDRESSER LES TORTS	
8. Le populisme du capital	117
9. La supercherie du libre-échange	136
10. Comment une idéologie se déguise en science	152
11. La néfaste bureaucratie internationale et ses représentants	161
VERS UNE NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE	
12. Au-delà de l'économie autiste	179

Préface

Rafael Correa est né à Guayaquil en 1963. Il s'est formé comme économiste à l'Université catholique de Louvain la neuve et à l'Université de l'Illinois.

C'est doté de sa compétence économique qu'il décrit dans cet ouvrage le processus de la « longue et triste nuit néolibérale » qui, à partir de 1990, saccage l'économie équatorienne, retire à l'État ses revenus pétroliers pour les affecter à 70 % au service de la dette publique, multiplie les privatisations, impose l'austérité au peuple équatorien, ainsi que des réformes dites structurelles au profit du capitalisme. La compétitivité et la flexibilité du travail accroissent paupérisation et chômage. L'émigration des hommes déstructure les familles. L'État équatorien avait au moment de l'élection de Correa remboursé 170 fois sa dette de 1970, dont le volume avait toutefois été multiplié par 53. Au cours de cette longue nuit l'Équateur avait perdu sa monnaie nationale au profit du dollar. Il vivait un désastre économique, social et humain.

Je ne veux pas ici résumer cet ouvrage, je veux indiquer qu'en dépit des différences évidentes entre la France et la République bananière colonisée économiquement et soumise politiquement, le lecteur trouvera ici des analogies profondes entre la soumission de la France et de l'Europe au néo-libéralisme, la dégradation de leurs économies soumises à l'invasion des produits extérieurs et aux impératifs de compétitivité au détriment des travailleurs, réduits au chômage ou à de nouvelles formes d'asservissement. Enfin, le spectre d'une dette souveraine énorme, conçue comme inéluctable fatalité, impose rigueur, privatisations, et empêche toute voie économique nouvelle. Et cela alors que l'Argentine, le Venezuela, l'Équateur ont pu se libérer de cette dette.

Rafael Correa, ministre de l'économie du gouvernement Palacios en 2005, avait alors demandé que 80 % des revenus pétroliers soient affectés aux investissements sociaux. Sur le refus de Palacios, il démissionne au bout de 4 mois, et prépare sa candidature à la présidence de l'État équatorien. Il est élu en 2007, fait adopter une nouvelle Constitution en 2008, remet son mandat en jeu, se fait réélire en 2009, puis, en 2013, dès le premier tour sur la base d'une « révolution citoyenne » pour une politique du « Buen Vivir ».

Correa a de commun avec Chávez (Venezuela) et Morales (Bolivie) une volonté d'indépendance à l'égard des États Unis et une volonté de lutte contre la domination des intérêts capitalistes sur leur politique et leur économie. Mais alors que Chávez proclame son socialisme, mot désormais privé de contenu, après l'échec du communisme (y compris cubain) et sa décomposition social démocrate, alors donc que le mot socialisme est désormais dépourvu de pensée, Correa lui s'est voué à l'élaboration d'une pensée sous le thème du « Buen Vivir » déjà lancé par Evo Morales, mais dont, avec l'aide de ses collaborateurs, il essaie d'approfondir le sens. Ainsi il rejette l'idée de « capital humain » au profit de l'idée de « talent humain », et revendique une politique centrée sur l'être humain. Pour cela, il énonce les normes éthiques qui doivent être imposées au capitalisme afin de défendre les travailleurs, les consommateurs, le milieu naturel, la société et l'État lui-même. À la dette souveraine, il oppose la dette écologique que nous devons pour dépolluer nos sociétés et respecter une Nature dont nos vies dépendent de sa vie autant que sa vie dépend de notre civilisation.

D'ores et déjà, les présupposés d'une telle politique sont présents dans la pleine reconnaissance amérindienne de la Pacha Mama, la Terre-mère, c'est-à-dire de notre implication humaine dans la nature vivante et la nécessité de la respecter. D'où la décision significative de ne pas exploiter

des réserves pétrolifères incluses dans un site naturel à sauvegarder, à la condition d'une aide internationale pour compenser le manque à gagner prix de cette politique.

Ils sont également présents dans la régénération des pouvoirs de contrôle de l'État sur les énergies, les mines, l'eau, les télécommunications.

Ils sont présents dans la reconnaissance des droits et cultures des peuples indigènes, ce qui commence à faire de l'Équateur une véritable république multiculturelle.

Quant à la dette « illégale et odieuse » elle a été renégo-ciée et réduite, ce qui a permis une dynamique économique dont témoigne, de 2006 à 2012, la diminution de la pauvreté (de 37,6 % à 25,3 %), faisant de l'Équateur le premier pays réduisant l'inégalité en Amérique latine. La croissance est supérieure à la moyenne de l'Amérique latine/Caraïbes (4,3 contre 3,5 dans la période 2007-2012). Le taux de chômage est devenu le plus bas du continent (4,8 % alors que la moyenne est de 6,4 %). L'investissement public a triplé par rapport à 2006 (16,6 % contre 4,7 %). Cette politique a permis de doter le pays d'une infrastructure de services inconnue depuis des décennies.

Un plan national pour une société du bien vivre a été élaboré en 2013 et proposé à la discussion. Le mot de « socialisme du bien vivre » ou de « socialisme de la connaissance » revient ici et là mais donne un contenu vivant au terme de socialisme qui je le répète, était devenu vide.

Le concept du « Buen Vivir » est capital, alors que le bien-être s'est réduit en confort et biens matériels dans la conception occidentale désormais planétarisée. Le bien vivre apporte de l'épanouissement, de l'intensité, de la poésie à nos vies. Ici, il faudrait à mon avis complexifier le caractère communautaire nécessaire au bien vivre; si la critique de l'égo-centrisme individualiste est nécessaire, par contre l'autonomie individuelle doit être reconnue et favorisée. Le grand besoin humain du bien vivre est de

lier l'autonomie individuelle et l'insertion dans une (des) communauté(s) et non de subordonner l'un des deux termes à l'autre.

Je trouve, avec bonheur dans le document proposé du plan national du bien vivre, l'idée capitale de mettre l'être humain au centre de la politique (*cf.* mon Introduction à une politique de l'homme, Le Seuil, « Points », 1969), l'idée d'une politique qui doit viser à une réforme de civilisation (*cf.* *Pour une politique de civilisation*) et enfin je trouve que ce document cherche, en prenant conscience que la voie suivie par l'humanité mondialisée conduit aux pires catastrophes, à formuler la Voie nouvelle que de mon côté j'ai voulu énoncer (*La Voie*, Fayard).

Je dois signaler la profonde humanité, mieux l'authentique humanisme planétaire dont témoigne la Constitution équatorienne, qui condamne et élimine toute discrimination d'ethnie, de sexe et autre, qui ouvre la perspective de la suppression des visas (effectuée puis rétablie vu son utilisation perverse), de la liberté d'émigration, le principe de citoyenneté internationale qui implique « la fin de la condition étrangère »... Alors que les avatars du marxisme ont perdu le souffle originaire de la pensée marxienne, alors que la théologie de la libération s'est épuisée, nous retrouvons unis, dans les textes de la constitution coréenne, la source retrouvée des deux messages de fraternité humaine.

Par ailleurs, je tiens à souligner l'importance de la liberté d'expression et d'opinions qui demeurent et devraient demeurer maintenues.

Je veux exprimer mon espoir et ma confiance dans la « révolution citoyenne » dans la politique guidée par l'idée du « Buen Vivir », dans l'essentiel de la pensée et de l'action du président Rafael Correa. Ce ne serait pas la première fois dans l'histoire qu'un progrès décisif naîtrait en un site périphérique et réduit par rapport aux grandes sociétés et empires. Ainsi la démocratie est née dans la cité d'Athènes, minuscule auprès de l'Empire perse qui faillit la dévorer.

La Renaissance est née dans la cité de Florence minuscule auprès des grandes nations qu'étaient l'Espagne et la France. L'Université moderne est née à Berlin, capitale d'un petit pays périphérique à l'Europe occidentale, la Prusse. J'espère et souhaite que l'Équateur de Correa indique au monde une Voie exemplaire.

EDGAR MORIN, juillet 2013.

Prologue à l'édition française

L'Équateur et l'Amérique Latine sont des experts en crises : nous les avons pratiquement toutes subies, et l'immense majorité d'entre elles ont été mal gérées. En théorie, la politique économique veut que l'on cherche à sortir d'une crise au moindre coût, dans les moindres délais, et par la répartition adéquate de ses frais, afin que ces derniers retombent sur les moins vulnérables et les responsables de la crise. Cependant, la réalité montre que pour « résoudre » ces crises tout a été conçu en fonction du capital, et plus précisément du capital financier national et international.

Aujourd'hui, c'est avec inquiétude que nous observons l'Europe répéter les mêmes erreurs. Alors que plusieurs pays subissent de plein fouet l'impact de la crise, les formules orthodoxes continuent de prévaloir, en dépit du fait qu'elles aillent à l'encontre de ce qui est techniquement et socialement souhaitable, et qu'elles aient échoué partout dans le monde.

Ainsi, à Chypre comme dans les autres pays européens en crise, on impose ces mêmes programmes d'ajustement structurel qui ont causé tant de tort à l'Amérique Latine. La prétendue pénurie des ressources, qui justifie l'incapacité à surmonter la crise, perd tout son sens lorsqu'au Portugal, en Grèce et en Irlande, les montants du « sauvetage » des banques dépassent la totalité des rémunérations et des salaires perçus par tous les travailleurs de ces pays.

En Espagne, la valeur d'une maison telle qu'évaluée par la banque au moment d'en octroyer le crédit a considérablement baissé, de sorte que le citoyen perd sa maison et reste endetté à vie. Ces fameuses « expulsions » sont responsables de 34 % des suicides dans ce pays. En plus d'être

immorale, cette politique économique est maladroite, car elle conduit au pire des mondes : d'un côté des familles ayant besoin de maisons, sans maisons, et de l'autre des banques sans besoin de maisons... débordant de maisons !

Personne ne doutera que de graves erreurs doivent être corrigées, y compris certaines remontant à la création de la zone euro – le fait par exemple d'avoir décrété l'union monétaire de pays ayant des niveaux de productivité différents et sans grands écarts de salaires. Mais surtout, les gouvernements européens semblent ne pas vouloir surmonter la crise au moindre coût pour leurs citoyens, préférant fondamentalement garantir le remboursement de la dette aux banques privées. Nous avons connu cette même problématique en Amérique Latine, lorsque l'on se bornait à dénoncer la dérive de l'« overborrowing¹ » sans reconnaître son problème corrélatif et inéluctable, l'« overlending² » – comme si le capital était dépourvu de toute responsabilité.

Ce qui précède montre que la question n'est pas technique mais bien politique : il s'agit de déterminer qui commande dans une société. Les êtres humains ou le capital ? Académiquement parlant, je pense que le plus grand tort porté à l'économie est de lui avoir ôté sa dénomination et sa vocation originelles d'« économie politique ». Au moyen d'idéologies déguisées en science, on nous a fait croire que tout était une affaire de « technique ». En faisant abstraction des relations de pouvoir, les économistes ont été transformés, pour paraphraser John Kenneth Galbraith, en créatures aussi inutiles à l'être humain qu'utiles au pouvoir et aux paradigmes dominants. C'est pourtant l'être humain qui doit être le principe et la fin de l'économie.

C'est cette approche de l'économie politique qui caractérise ce livre, parce que si notre ambition est d'apporter

1. Surendettement.
2. Surabondance du crédit.

une meilleure compréhension de la crise et de l'époque que nous vivons, elle est plus adaptée que les données, les graphiques et les formules de l'analyse économique habituelle.

J'estime que le principal défi de l'humanité à l'aube du XXI^e siècle est de s'affranchir du joug du capital et de son extension la plus importante : la chimère du « marché ». En d'autres termes, il s'agit d'arriver à placer les êtres humains au-dessus du capital, les sociétés au-dessus des marchés, et enfin de donner au marché un statut de serf et non plus de maître. Si ce livre contribue à cela, il aura atteint son objectif.

RAFAEL CORREA, août 2013.